

Notre grand test du 1er mai

## En avoir ou pas : la classe

« Les classes sociales ? Ça n'existe plus ! » Voilà une vérité évidente. Est-ce que ce n'est pas ce que dit la télé ? Pourtant, il y a des riches, il y a des pauvres ; certains commandent, d'autres obéissent ; certains ont tous les droits, d'autres seulement celui de travailler et de la fermer ; il y a ceux qui choisissent et ceux qui subissent. Quelle angoisse !!... M'a-t-on menti ? Il y a encore des classes sociales ! ? Suis-je crétin au point de confondre la réalité avec des discours ? Heureusement, AUJOURD'HUI vous offre ce test qui vous permettra de savoir enfin où vous en êtes.

**Combien d'actions possédez-vous ?**



Ce renseignement est strictement confidentiel.



Trois.



Aucune

**Que pensez-vous de la vague actuelle de licenciements ?**



+48 % pour mon portefeuille d'actions.



C'est pour sauver les emplois de demain.



Ils servent à enrichir les patrons et les actionnaires

**Qu'est-ce que l'entreprise pour vous ?**



Mon paradis.



Une grande famille.



L'enfer.

**Après la crise, comment expliquez-vous la reprise ?**



Quelle crise ?



Tout le monde a fait un effort pour les emplois de demain.



Quelle reprise ?

**Mouillez-vous pour votre boîte ?**



C'est elle qui mouille pour moi.



Oui, pour garantir les emplois de demain.



Sans blague ?

**Alors, vous avez la classe ?  
Tournez vite pour le  
savoir...**

## Test du 1er mai : les résultats

### Une majorité de

Pas de doute, vous êtes un capitaliste. Vous considérez le 99 % de la population comme des fourmis laborieuses dévouées uniquement à votre bien être, votre richesse et vos intérêts. Pour vous, les

classes sociales, c'est du sérieux, comme vos placements et vous savez que rien ne garantit tant votre position d'exploiteur que l'ignorance et la collaboration des exploités.

### Une majorité de

Non seulement vous êtes exploité, mais en plus vous y mettez du cœur. Le cerveau nettoyé par des années de propagande libérale, vous êtes prêt à tout gobier : On vous donne des coups de pieds au derrière et vous en arrivez à croire que ça fait du bien. Certain de faire partie d'une classe

dite "moyenne", vous contemplez néanmoins avec effroi le gouffre de la précarité qui se fait toujours plus menaçant. Angoissé, vous marmonnez les mantras ultra-libéraux en espérant qu'ils vous préserveront des malédictions économiques qui "sauvent les emplois de demain".

### Une majorité de

On ne vous la fait pas. Toutes les âneries qui se peuvent bien se raconter sur la fin des classes sociales, sur le "capitalisme populaire", tout le bla-bla faux-cul destiné

à masquer une réalité sociale toujours plus dure, vous n'en croyez rien. Vous travaillez pour vivre mais vous ne vivez pas pour votre patron.

# Aujourd'hui, parler de classes sociales est indécent

Il faudrait admettre que nous sommes tous ou presque des privilégiés. Il faudrait se convaincre que c'est déjà bien d'avoir un travail et être content d'être suisse ou d'avoir un permis.

C'était, paraît-il, la relance. Depuis, on ne parle plus que de licenciements. La sécurité de l'emploi ? Archaïque ! Le statut du fonctionnaire ? Une histoire de dinosaures ! Précarité, bas salaires ? Non, mobilité et souplesse ! S'organiser, lutter, être solidaires avec les collègues,

les exploités, celles et ceux qui résistent ? N'y pensez pas. Adressez-vous aux professionnels de la politique et du syndicalisme et n'oubliez pas d'aller voter ! Ne critiquer pas le patronat, ne protestez pas contre les "parachutes en or" offerts à certains managers (Swissair, CFF et Cie), mais occupez-vous de votre petit capital, gérez vos trois actions, votre stress, votre couple et continuez à servir ce système qui fonce dans le mur.

Qui ose encore penser qu'il est exploité dans son tra-

vail ? Qui est prêt à admettre qu'à part la couleur du natel les possibilités de choisir sa vie sont à peu près nulles ? La logique capitaliste ne garantit une relative sécurité qu'à ceux de ses serveurs les plus qualifiés, les plus dociles, et seulement tant qu'ils sont utiles. Jusqu'à quand allons-nous accepter de laisser le destin de l'humanité à la "main invisible" des économistes qui, curieusement, remplit toujours les poches des mêmes ?

## Le raout des maîtres du monde

Québec, fin avril 2001. Les chefs d'Etat de l'ensemble du continent américain, à l'exception de Cuba, se rencontrent lors du Sommet des Amériques afin de jeter les bases d'un accord continental de libre-échange (Zone de libre échange des Amériques, ZLEA) Cet accord est une extension de l'Accord de libre-échange nord américain, (ALENA) qui lie depuis 1994 les Etats-Unis et ses deux vassaux du nord, le Mexique et le Canada (1). La ZLEA est impulsée par les Etats-Unis, qui entendent ainsi parfaire leur domination sans partage du sous-continent. Bien entendu, ces accords n'ont de libre que le nom, et servent en réalité à protéger l'économie américaine de la concurrence et à lui assurer la mainmise sur les marchés internationaux. Des dizaines de milliers de manifestants (jusqu'à 50 000 selon certaines sources), clamant leur réprobation, se sont frottés à un imposant dispositif policier, qui n'est pas sans rappeler l'état de siège qu'a connu la Suisse lors du WEF 2001 de Davos. A Québec manifestaient en fait deux tendances distinctes de la résistance à la mondialisation : premièrement, un pôle institutionnel (grandes ONG et grandes centrales syndicales, politiques, etc) qui a organisé un « Sommet des peuples » et une « Marche des peuples » aux relents nettement réformistes. Le second pôle, un collectif regroupant libertaires et anticapitalistes radicaux, ont mené un festival anticapitaliste et une contestation plus déterminée. Lors des grands cortèges, les premiers, fidèles auxiliaires de police, ont tenté de contrôler et de maîtriser les seconds. Les médias, qui préfèrent, comme à leur habitude, les images sensationnelles à la relation des faits, ont omis de relater la lourde répression qui s'est abattue sur les manifestants. Arrestations par centaines, largage de lacrymogènes (qui ont incommodé durablement les habitants de la ville), brutalités policières et exactions. Des dispositifs de confinement importants ont mis en place (on parle de 800 places de prison), certains manifestants ont été enfermés durant des heures dans des bus, et les hommes et femmes arrêtés ont été fouillés à nu ensemble dans de grands locaux, au mépris des droits élémentaires. Certains sont toujours en prison. Voilà ce qui se passait à l'ombre lorsque les chefs d'Etat se gargarisaient de « démocratie ». Remarquons que pour être admis dans le club des « démocrates », il suffit, simplement, d'adhérer aux principes de l'économie de marché...

1. Sur l'ALENA, lire Noam CHOMSKY, *Les maîtres de l'humanité : commentaires sur l'ALENA*, in *Un monde complètement surréel*, éditions DIRECT!

## Le site internet tao.ca saboté ?

Le site Internet canadien tao.ca (toronto anarchist organisation), l'hébergeur des pages web d'AUJOURD'HUI et de DIRECT! a été victime d'une grave panne informatique, qui a provoqué la perte de nombreuses données. Voilà pourquoi notre adresse internet ne donne, pour l'instant, accès qu'à une page vide et grise.

La question d'un éventuel sabotage est d'actualité quand l'on sait que le site tao.ca a mis à disposition sa logistique à l'intention des manifestants radicaux contre le Sommet des Amériques. De plus, l'un des membres du collectif tao.ca est toujours emprisonné suite aux manifs. On peut soutenir tao.ca : s'adresser à DIRECT! qui transmettra.

# J'expulse, tu criminalises...

**SOLIDARITE** • En Belgique, le Collectif contre les expulsions se bat sans relâche afin que cessent les ignominieux renvois de réfugiés : actions dans les aéroports, dans les centres de réfugiés, tracts... Ces actions ne manquent pas d'indisposer le pouvoir belge, qui réagit en criminalisant ce mouvement. Voici l'appel de soutien aux militants, dont certains risquent la prison.

Pour s'être opposée à son expulsion, Semira Adamu a été étouffée à mort le 22 septembre 1998.

Pour avoir demandé asile à la Belgique, 74 Roms ont été piégés à Gand et déportés collectivement le 4 octobre 1999.

Aujourd'hui encore, des demandeurs et demandeuses d'asile et des sans-papiers sont quotidiennement incarcérés et expulsés dans la violence.

C'est pour avoir participé à des actions non violentes visant à dénoncer et à entraver cette "politique", que 18 membres et sympathisants du Collectif Contre les Expulsions ont à répondre aujourd'hui d'un total de 22 chefs d'inculpation.

Les étrangers sans papiers sont traités en criminels. Par ces inculpations, on fait

de même avec ceux qui les soutiennent

Après l'assassinat de Semira Adamu, le ministre de l'Intérieur avait désigné le Collectif Contre les Expulsions comme véritable responsable du crime. Au moment où va enfin être annoncé le procès des gendarmes au coussin (mais non de ceux à qui ils obéissaient), l'inculpation des résistants à la politique dont est morte Semira signifie-t-elle que sera renouvelée cette accusation obscène ?

En tout état de cause, la procédure judiciaire engagée contre le Collectif est un exemple de procès politique à peine déguisé. Elle vise, en le criminalisant, à discréditer le mouvement contre les centres fermés et la politique d'expulsion des sans papiers, banalisant du même coup l'arbitraire

administratif et la brutalité policière

Nous affirmons notre solidarité avec l'action du Collectif. Nous refusons une "politique de l'immigration" qui se traduit par l'enfermement et les expulsions. Nous dénonçons la réalité d'une Europe forteresse.

En conséquence, nous demandons l'arrêt des poursuites contre les militants anti-expulsion, la vérité sur la mort de Semira Adamu et la condamnation de ceux qui en portent la responsabilité politique et policière. Dans un contexte de criminalisation croissante des mouvements sociaux, nous rappelons que la contestation politique est un droit fondamental.

**Pour signer l'appel :**  
[www.collectifs.net/comite-desoutien](http://www.collectifs.net/comite-desoutien) (sans tiret !)

## On a reçu ça !

Imaginez la bonne ville de Sion, Valais, enlaidie par une pléthore de disgracieuses caissettes à journaux et suffoquant sous les embouteillages monstrueux provoqués par d'innombrables automobilistes cherchant à se procurer AUJOURD'HUI. Cela vous fait rire ? Nous aussi, mais ce n'est pas le cas du commissaire Dominique Bertholet qui, sérieux comme un pape, nous fait part dans la missive ci-dessous de ses visions de cauchemar. Blague à part, la réponse du commissaire à notre demande d'autorisation de poser une caissette à Sion en dit très long sur la conception de la liberté d'expression qu'ont les autorités de cette ville. La censure, ça existe toujours, mais certainement pas pour les Ringier et autres Edipresse, à qui on ne ferait certainement pas l'affront d'un refus. Bien entendu, nous allons continuer nos démarches, et nous vous en tiendrons informés.



Sion, le 22 mars 2001

Madame,

En réponse à votre requête du 20 courant, je dois malheureusement vous informer qu'il nous est pas possible d'accéder à votre requête visant à l'autorisation de pose d'une caissette à journaux sur notre domaine public.

En effet, la nécessité de permettre la distribution, par ce moyen, de l'ensemble des journaux quotidiens ou hebdomadaires, d'information générale, implique d'ores et déjà une pléthore de caissettes installées sur le territoire de notre Ville.

Outre leur aspect peu esthétique, ces caissettes induisent régulièrement de sérieux problèmes de circulation, par le fait que les automobilistes ont pour habitude de s'arrêter à leur proximité immédiate, sachant que le paiement et la prise de ces journaux ne prend qu'une à deux minutes.

Dans ce sens, il nous est impossible d'élargir ce genre de distribution à des journaux d'opinions spécifiques, quel que soit l'idéal qu'ils poursuivent. En fonction d'un principe d'égalité de traitement, autoriser une association à le faire, reviendrait à devoir accepter toutes les requêtes similaires, indépendamment du nombre d'organisation souhaitant promouvoir leur cause au moyen de ce support.

L'autorité en la matière étant notre Conseil municipal, si vous souhaitez une décision formelle de sa part, je vous saurais gré de me le faire savoir afin que je lui transmette votre requête pour confirmation de décision.

En regrettant de ne pouvoir donner une suite plus favorable à votre requête, je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

**POLICE MUNICIPALE DE SION**  
Le Commissaire

Dominique Bertholet

# L'enfer scolaire est pavé de bonnes intentions

**ECOLE** • Dans le sillage des réformes scolaires, qui ont le vent en poupe, des écoles de Suisse romande et du Tessin vivent à l'heure du programme Ecole et santé. Commandité par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), il vise entre autres objectifs « à développer une culture de la médiation dans les écoles »(1).

C'est dans ce cadre qu'au niveau genevois s'est mis en place le projet Réseau Respect (Réseau d'Écoles vers la Santé et la Paix par une Education Citoyenne et Tolérante). « Gestion pacifique des conflits », « espaces de démocratie », « améliorer la qualité de vie dans l'école », « améliorer la position sociale des jeunes » : la philosophie pédagogique sur laquelle repose l'esprit du projet est louable. Bien des enseignants et des écoles n'ont pas attendu ce projet pour accorder aux enfants l'espace de parole que l'institution scolaire leur refuse habituellement. Le Réseau Respect regroupe sept écoles recrutées dans tous les ordres d'enseignement (trois écoles du primaire, deux collèges du Cycle d'orientation (CO) et deux établissements du post-obligatoire) (2). En 2002-2003, une évaluation du projet sera effectuée, et le Réseau Respect deviendra une ressource pour toutes les écoles genevoises, mais également pour d'autres structures travaillant avec des jeunes (centres de loisirs, maisons de quartier, institutions de la petite enfance, etc.).

Outre une certaine philosophie pédagogique, on trouve à l'origine du Réseau Respect les recommandations édictées par les « experts » ayant étudié les « événements » (heurts violents entre force de polices et jeunes, pillage de magasins, durant plusieurs soirs consécutifs) survenus à Genève en mai 1998 à l'occasion de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). A leurs yeux, « ces événements ont constitué pour la population genevoise et pour les médias l'occasion d'une prise de conscience de la réalité de la violence concernant les jeunes dans notre société ». Pour prévenir de futurs événements analogues, ces « experts » « propose[nt] de construire un rapport démocratique à la loi et aux règles du « vivre ensemble » » dont l'école doit être le premier pilier. Reste à définir plus précisément ce très flou « rapport démocratique ».

« La violence à l'école et la tolérance zéro : principes et prescriptions » de Thomas Gabor est un document de référence proposé sur le site du programme intercantonal Ecole et santé. Il s'agit d'une étude canadienne qui re-

groupe des témoignages de tous les acteurs sociaux (police, institutions, enseignants, parents d'élèves, élèves, etc) sur les moyens à mettre en œuvre pour prévenir la violence (y compris les « incivilités », vandalisme, manque de respect aux normes et autres actes mineurs) des jeunes. Pour bien cerner la teneur de ce rapport, voici quelques extraits choisis : « les élèves doivent être tenus responsables de leurs actes et reconnaître que leur inconduite découle de choix faits sciemment et qu'elle n'est pas le résultat d'une vie dans un milieu défavorisé [c'est nous qui soulignons], d'une forme de discrimination ni d'autres facteurs de ce genre. [...] Les parents doivent être tenus responsables de l'inconduite de leurs enfants et coopérer à l'adoption et à l'application de mesures disciplinaires. » Quant à la tolérance zéro (3), elle « a recueilli l'appui de beaucoup de participants » à cette étude.

Voilà donc une logique qui peut être à l'œuvre sous le label sécurisant du « respect », de la « tolérance » et de « l'ouverture ». Et c'est sans surprise que l'on apprend que le groupe pilotant le Réseau Respect comporte en son sein des représentants de la police cantonale. Il s'agit d'une volonté politique (et non pédagogique ou éducative) qui vise clairement à se prémunir de toute action de la frange de la population potentiellement la plus exposée aux inégalités produites par le capitalisme. Dans le projet, rien n'est dit sur les violences que sont la sélection scolaire, abrupte et inégalitaire, et sur le fait que les jeunes les moins nantis n'ont, dans le meilleur des cas, que des emplois précaires comme avenir. Le questionnement du système qui génère la violence, la pauvreté qui augmente, le fossé grandissant entre riches et pauvres sont des aspects qui ne sont même pas effleurés. C'est, en fait, le système actuel que l'on vise à perpétuer. Dans ce but, quoi de mieux que d'inculquer aux classes dominées le respect des normes (un des rôles traditionnels de l'école) et de les former à l'auto-contrôle au sein de l'école. Et c'est bien le sens des structures et stratégies évaluées au sein du Réseau Respect : formation des élèves à la gestion de conflits et à la citoyen-

neté, médiation par les pairs, charte de classe et d'école, conseils (parlements) de classe et d'école, etc. Toute une panoplie de mesures permettant de codifier les comportements, de resserrer les règlements et de définir les sanctions tout en « consultant » les potentiels sanctionnés, qui n'ont d'autre choix que d'accepter ce qu'on leur « propose ». Les rapports d'autorité sont personnalisés, le jeune et ses parents se trouvent pris au piège d'un discours qui nie toute cause sociale au comportement « déviant » et qui accepte la sélection scolaire et l'exclusion qui en découle.

Les enseignants des différentes écoles du Réseau Respect, qui doivent maintenant participer à la réflexion, se retrouvent ainsi à jouer, pour certains malgré eux, le rôle d'auxiliaire de police. Bien entendu, ce genre de projet est pain béni pour les fascistes de tout poil qui fréquentent les institutions scolaires. Leurs désirs d'une société autoritaire, respectueuse des lois et de la « morale » risquent de se trouver en phase avec les postulats des penseurs de ce type de programme, penseurs dont certains préconisent, comme on l'a vu plus haut, la tolérance zéro.

TEO KASIN

1. Les citations sont extraites des sites [www.f-d.org/mediation-ecole](http://www.f-d.org/mediation-ecole), [www.reseau-respect.ch](http://www.reseau-respect.ch) et [www.sgc.gc.ca/fpub/pol/f199567/f199567.htm](http://www.sgc.gc.ca/fpub/pol/f199567/f199567.htm)

2. Ces sept écoles sont situées dans une même « région » de la ville de Genève, dont la population se recrute plutôt dans les couches défavorisées. De plus, les deux écoles du post-obligatoire sont le Service des Classes d'Accueil et d'Insertion (SCAI) et l'École de Culture Générale (ECG), écoles dont les cursus sont les plus dévalorisés.

3. Doctrine ultra-répressive d'origine nord-américaine qui préconise de punir toute faute, sans tenir compte des circonstances.

Editeur responsable Claude Cantini  
Tirage 1600 exemplaires  
Secrétariat DIRECT! Case postale 2254  
CH-1211 Genève 2  
Téléphone & fax int+4122 734 29 22  
Email [direct\\_ait@tao.ca](mailto:direct_ait@tao.ca)  
CCP DIRECT! 17-574 134-6.  
Local 24, rue de Montbrillant, Genève  
Internet [www.tao.ca/~direct\\_ait](http://www.tao.ca/~direct_ait)